



Guide d'animation



Rappel des objectifs de la tournée de formation et de mobilisation:

- Réfléchir au concept de « filet social » et à l'idée de reconstruction du filet social comme revendication centrale de la Coalition (dans une perspective de gratuité et d'universalité)
- Expliquer et lier les concepts d'austérité et de néolibéralisme
- Identifier les différents impacts sociaux de l'austérité et de l'effritement du filet social
- Présenter les alternatives possibles et réalisables en brisant les mythes, notamment en détaillant quatre des 19 solutions fiscales de la Coalition
- Susciter la mobilisation dans la lutte pour la reconstruction du filet social



Note à l'animation: ce guide propose plusieurs idées d'activités pour animer l'outil de formation. À vous de vous les approprier en fonction du temps dont vous disposez et du groupe de participantEs pour qui vous animez!

	Temps à titre indicatif	Contenu	Démarches d'animation	Matériel & référence au document d'information de la nouvelle campagne
1.	35 min.	<p>Présentation de la Coalition et de la nouvelle campagne « Viser la justice sociale: récupérer notre trésor collectif »</p> <p>Qu'est-ce que le concept de filet social?</p>	<p><u>Mot de bienvenue et présentation de la Coalition et de la nouvelle campagne (5 min.)</u></p> <p>« Viser la justice sociale: récupérer notre trésor collectif » → Rappel du contexte. Thèmes: filet social, justice sociale et fiscale, accessibilité et universalité des services publics du Québec. Référez-vous à l'argumentaire de la Campagne disponible ici: http://nonauxhausses.org/wp-content/uploads/Depliant-pour-Impression-maison-couleur.pdf</p> <p><u>Activité brise-glace (20 min)</u></p> <p>Fresque d'émergence « filet social » → Inscrivez d'abord au centre de la grande feuille les mots "Filet social" et disposez-là ensuite à un endroit où les participantEs pourront facilement y accéder et circuler autour (sur une grande table ou sur le sol). Invitez-les à aller inscrire sur la fresque ce que les mots "Filet social" leur évoque, en mots ou en dessin. Les participantEs doivent ensuite faire le tour de la fresque et commenter les éléments laissés par les autres à même la fresque (par ex., ajouter un ?, ou un !, ou écrire un commentaire, ou bonifier un dessin, etc. !)-prévoir 10 min.</p> <p>Un retour est fait en groupe par un tour de table où chaque participantE se présente et répond à " qu'est-ce qui vous a interpellé dans la fresque? Notez les éléments de définition et d'histoire nommés par les participantEs - 10 min. environ.</p>	<p>p.3</p> <p>Dépliant « Viser la justice sociale et récupérer notre trésor collectif »</p> <p>Une très grande feuille de papier et feutres de couleurs</p>

Coalition main rouge
 Canevas d'animation 2017 « Viser la justice sociale : récupérer notre trésor collectif »



			<p>Activité (10 min.)</p> <p>À partir des éléments identifiés dans la fresque, définir le filet social:</p> <ul style="list-style-type: none"> - C'est quoi? D'où vient le concept? - De quoi est composé le filet social? <p><i>Astuce: dessiner les 3 sphères présentées à la page 3 et définir brièvement services publics, programmes sociaux, action communautaire autonome en illustrant avec des exemples donnés par les participantEs.</i></p>	<p>Un tableau pour prendre les notes p. 3-4</p>
2.	30 min.	<p>Rappeler le rôle historique et actuel des mouvements sociaux pour le développement et le maintien du filet social et de la justice sociale (diversités des actions, actions dérangeantes, etc.)</p>	<p>Activité (30 min.)</p> <p>« Fantaisie guidée » : à quoi ressemblerait la société d'aujourd'hui si telle ou telle lutte n'avait pas été menée...?</p> <p>Le but est d'illustrer à partir du savoir collectif la construction du filet social québécois (des luttes, des droits revendiqués, des mesures successives) et d'entamer une réflexion sur les menaces au filet social.</p> <p><i>Présentez d'abord une mise en contexte historique:</i></p> <p>[Industrialisation fin 19^e s, début 20^e siècle: développement de la classe ouvrière, urbanisation. Grande précarité: pauvreté, maladie, accidents de travail, chômage, retraite. Réseau d'entraide traditionnel: réseau familial est effrité.</p> <p>Vieille mentalité: responsabilité individuelle, loi du plus fort qui domine. Mais les nouvelles classes ouvrières, entassées dans les quartiers constatent que leurs difficultés ne sont pas d'ordre individuel, mais social! Ils et elles travaillent 75 heures par semaine, prennent des risques au travail en lien avec la sécurité, même les enfants travaillent, le tout pour enrichir les boss, pour faire rouler le système économique! La misère ils et elles la subissent, ils et elles ne courent pas après!]</p>	<p>p. 4</p>

Coalition main rouge
Canevas d'animation 2017 « Viser la justice sociale : récupérer notre trésor collectif »



			<p>Ensuite animez une discussion autour des questions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">• À quoi ressemblerait la société d'aujourd'hui si aucune lutte n'avait été menée depuis ce moment?• Quels impacts ont eu ces luttes? Quelles sont celles qui vous semblent avoir encore le plus d'impacts aujourd'hui?• Qui sont les personnes qui ont mené ces luttes? À qui s'opposaient-elles?• Est-ce que ces avancées sociales ont subi des reculs? Si oui, à quel moment? Dans quelles circonstances? <p><i>Astuce : invitez en cours de discussion les participantEs à consulter la ligne du temps des p. 10-11.</i></p> <p>Terminez avec un retour :</p> <p>[à la fin du 19e siècle, avec l'industrialisation, développement de l'idée que puisque le résultat est « social » production économique (des biens et des services pour la société), les risques associés pour les travailleurs sont également « sociaux ».</p> <p>Forte de cette légitimité, la classe ouvrière mène des grèves pour le renforcement de leurs conditions de travail et de vie: sécurité au travail, santé, salubrité, assurance chômage, retraite, logement, éducation. Autrement dit, puisqu'on est tous et toutes dans le même bateau, faut assumer ensemble les risques...rien ne se produirait si la classe ouvrière ne travaillait pas! C'est une question de droit!</p> <p>La même logique s'est appliquée à la maternité (reproduction sociale).</p> <p>C'est ainsi que l'État s'est vu contraint, par les luttes menées, de mettre en place des mesures sociales, parfois contre son gré, souvent, au détriment du patronat.</p> <p>D'ailleurs ce n'est pas parce qu'ils sont " gentils et généreux" que les gouvernements mettent sur pied des services publics et des programmes sociaux, c'est pour maintenir la "paix sociale". Ainsi, plus il y a de pressions intérieures (mouvements sociaux combattifs) ou extérieures (ex.: quand le Bloc communiste était fort), plus l'État est contraint de redistribuer la richesse. Comme la classe ouvrière au début du 20e siècle, il faut continuer de se battre pour la reconnaissance de nos droits!]</p>	<p>Un tableau pour prendre les notes, si désiré!</p> <p>p.10-11</p>
--	--	--	---	---




3.	20 min.	<p>Expliquer et lier les concepts d'austérité et de néolibéralisme</p> <p>Identifier les différents impacts sociaux de l'austérité et de l'effritement du filet social</p>	<p>Présentation (5 min.)</p> <p>L'animateur ou l'animatrice présente rapidement l'origine historique de la gauche et de la droite en France: « <i>La gauche et la droite, c'était à ce moment-là, choisir entre les intérêts du peuple ou ceux de l'élite... C'est un peu la même chose au Québec aujourd'hui quand on regarde ce qui se passe...</i> »</p> <p>L'animateur ou l'animatrice reproduit au tableau les indices gauche-droite en les expliquant brièvement: « <i>Ces indices nous permettent de comprendre les grandes différences entre les valeurs de gauche et de droite. Ça va nous aider à parler des solutions fiscales de la Coalition</i> »</p> <p>Activité (15 min.)</p> <p>Discussion → Présenter le néolibéralisme et demander aux participantEs si c'est une idéologie de gauche ou de droite, et pourquoi?</p> <p><i>Astuce: si le temps le permet, il est possible de nommer quelques mesures de construction du filet social provenant de la ligne du temps et d'autres présentées à la section sur les mesures d'austérité et de demander aux participantEs d'indiquer s'il s'agit de mesures de gauche ou de droite, et pourquoi?</i></p> <p>Ensuite, faire nommer des situations absurdes dans la nouvelle gestion ou gouvernance.</p> <p>Ex. en CHSLD: si ton budget bouffe est bas, tu es mieux coté comme institution...patients partent plus vite et reviennent plus vite...</p> <p>Présenter la "NGP" et questionner les participantEs sur ses impacts (vers une privatisation?)</p>	<p>p. 5</p> <p>Une liste de mesures choisies par l'animation</p> <p>p. 6-7</p>
----	----------------	--	---	---

Coalition main rouge
 Canevas d'animation 2017 « Viser la justice sociale : récupérer notre trésor collectif »



4.	30 minutes	Identifier les différents impacts sociaux de l'austérité et montrer la dégradation des services/filet social	<p>Activité (30 min.)</p> <p>À l'avance, l'animation choisit des situations (vous pouvez vous inspirer des situations/impacts présentés aux p. 8-13) et prépare des cartons (ou feuilles imprimées) qui présentent des situations de personnes qui vivent des problématiques variées, à différentes époques (1930, 1970, 2017, par exemple).</p> <p>Chaque participantE doit indiquer (ou aller coller dans la bonne colonne) si cette personne est rattrapée par le filet social, ou si elle tombe dans le vide, ou dans un filet percé – ou parachute doré.</p> <p>(ex.: une personne qui a besoin d'aide sociale en 1980 et en 2017, élève en difficulté en 2017, étudiante qui vient d'une famille pauvre en 1987 et en 2017, personne âgée, soins de santé, alpha, francisation, logement social, femme victime de violence conjugale, sans emploi qui veut quitter le foyer avec ses enfants, avocat qui trouve qu'il y a trop de roulement à l'école de quartier et pourra facilement inscrire son enfant à l'école privée subventionnée).</p> <p><i>Astuce: vous pouvez prendre des figurines et un filet et lancer les figurines qui seront rattrapées ou non par le filet social!</i></p> <p>Expliquer la mesure au besoin afin que les participantEs comprennent bien de quoi il s'agit et qu'ils et elles puissent identifier les lacunes et impacts de l'austérité sur elles. (Par exemple: place réduite CPE: coût, modulation; aide sociale: prestation et nouvelles modifications; aide dans un groupe communautaire de locataires: délais)</p> <p>Profiter de cette activité pour illustrer l'effritement du filet social avec le temps en mettant en lumière l'évolution des mesures et l'impact de l'austérité (néolibéralisme) sur celles-ci.</p>	<p>p. 8-9 p. 12-13</p> <p>Cartons de situations préparés par l'animation (ou figurines et filet)</p>
----	-------------------	--	--	--



5.	15 min.	<p>Qu'entend-on par justice? Principe d'utilisateur-payeur Taxes et tarifs ou impôt progressif</p>	<p>Activité (10 min.)</p> <p>Quelle justice?</p> <p>Présentez la photo de la tasse et demandez aux participantEs ce qu'elle leur évoque.</p> <p>[La « tasse » du club des p'tits déjeuners financé par les corporations anti-syndicales... Présenter la photo de la tasse et demander aux participantEs ce qu'ils et elles voient? De la CHARITÉ financée par les corporations anti-syndicales. Celles-ci se font du capital de sympathie par leur action "charitable" vis-à-vis les enfants pauvres... Par contre, où travaillent les parents des enfants pauvres...? À quel salaire? Leurs DROITS de travailleurs et travailleuses, notamment celui de se syndiquer, sont-ils toujours respectés?]</p> <p>À partir des citations à la p. 17, demandez aux participantEs ce que ça signifie selon eux et elles [dans la charité, plus agréable de donner que de recevoir, car c'est celui qui donne que l'on trouve "bon", et celui qui a besoin "fait pitié"...peut être ressenti comme de la honte, c'est moins agréable. Alors qu'un droit, ça nous revient...]</p> <p><i>Astuce: vous pouvez présenter des services et demander aux participantEs s'il s'agit de justice ou de charité: par exemple : fondation Chagnon, banque alimentaire, organismes de défense de droits, aide aux élèves en difficultés par le personnel de l'École, etc...</i></p> <p>Présentation/discussion (5 min.) du tableau charité VS justice (p.16), une approche basée sur les besoins, une autre sur les droits en illustrant avec la photo de la tasse.</p> <p>Demandez si le filet social se situe dans la charité ou la justice ?</p> <p>Filet social (public) vs charité (perspective privée, traditionnelle).</p>	<p>p. 14-15</p> <p>Cette photo :</p>  <p>p. 17</p> <p>Un tableau pour prendre les notes</p>
----	---------	--	---	--

Coalition main rouge
Canevas d'animation 2017 « Viser la justice sociale : récupérer notre trésor collectif »



6.	10 min. (+10 à 20 min. de présentation par fiche)	Solutions fiscales (nouvelles fiches) Présentation des 4 solutions fiscales retenues pour la présente campagne.	<p>Présentation :</p> <p>À partir du tableau des solutions fiscales, présentez :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les deux catégories de solutions fiscales pour augmenter les recettes fiscales: - les mesures de contrôle des dépenses, si on diminue les dépenses cela augmente les revenus. (définir ce que sont les dépenses fiscales). - Les revenus fiscaux supplémentaires (définir l'équité horizontale et verticale). <p><i>Astuce: agrémenter votre atelier d'activités d'animation proposées dans l'outil de formation sur les solutions fiscales disponible sur le site Web de la Coalition).</i></p> <p>Poursuivre avec la présentation des nouvelles fiches (1, 2, 3 ou 4 solutions fiscales, en fonction du temps dont vous disposez).</p>	<p>Le tableau avec toutes les solutions fiscales</p> <p>Outils d'information et d'animation de notre campagne 10 milliards \$ de solutions. Nous avons les moyens de faire autrement</p> <p>Les 4 fiches à présenter</p>
		La fiche sur les paradis fiscaux	<p>Présentation :</p> <p>Identifier, sur la fiche, les éléments suivants:</p> <p>a) Les faits et leurs effets (ce que la Coalition dénonce)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les États perdent des milliards de dollars à cause des paradis fiscaux, de l'évasion fiscale (soit la fraude criminelle) et des pratiques d'évitement fiscal dont la légalité est contestable tant elles trahissent l'esprit de nos lois. Selon l'OCDE, c'est l'un des principaux défis auxquels font face les gouvernements. • L'investissement canadien dans 12 paradis fiscaux en 2013 est de 170 milliards \$ (Statistique Canada). • Il échapperait 80 milliards\$ d'impôt annuel au Gouvernement canadien en évasion fiscale de toutes sortes (Tax Justice Network). • 5 grandes banques canadiennes possèdent 75 filiales dans les paradis fiscaux : Banque de Montréal, Banque de la Nouvelle-Écosse, Banque Royale du Canada, CIBC, TD Canada Trust. 	

Coalition main rouge
 Canevas d'animation 2017 « Viser la justice sociale : récupérer notre trésor collectif »



			<p>b) La proposition alternative de la Coalition</p> <p>Le gouvernement du Québec peut récupérer beaucoup plus d'argent en s'attaquant prioritairement à l'évasion fiscale et à l'évitement fiscal des grandes entreprises et des plus riches, plutôt qu'à la petite criminalité, comme le travail au noir.</p> <p>Le Royaume-Uni, entre autres, l'a fait, en poursuivant pénalement les banques et les organismes qui encouragent ou facilitent l'évasion et l'évitement fiscal. Le gouvernement britannique envisage une loi en ce sens, pourquoi pas nous?</p> <p>c) Ce que ça changerait (les montants dégagés, en termes de revenus ou économies)</p> <p>Cette solution fiscale représente 740 millions de dollars en revenus.</p>	
		<p>La fiche sur «Imposer tous les revenus de façon équitable».</p>	<p>Présentation :</p> <p>Identifier, sur la fiche, les éléments suivants :</p> <p>a) Les faits et leurs effets (ce que la Coalition dénonce)</p> <p>Il est injuste et inéquitable que toutes les sources de revenus ne soient pas imposées de la même façon. C'est pourtant le cas actuellement puisque les revenus provenant d'un travail ne sont pas imposés de la même façon que ceux provenant de dividendes (montants versés à des actionnaires d'entreprises) ou de gains en capital (profits).</p> <p>REVENUS DE TRAVAIL = 100% IMPOSÉS REVENUS DE GAINS EN CAPITAL = 50% IMPOSÉS REVENUS DE DIVIDENDES = TAUX D'IMPÔT PRIVILÉGIÉ</p> <p>Les entreprises profitent aussi de ce système de deux poids, deux mesures. L'inclusion partielle des gains en capital, le report du paiement des impôts ou les congés fiscaux sont autant de mesures fiscales consenties aux entreprises qui privent le gouvernement de centaines de millions de \$. Encore une fois, toutes les sortes de revenus ne sont pas traitées de la même façon. En révisant certaines mesures fiscales concernant le revenu des entreprises, on pourrait récupérer 1,167 milliard \$!</p> <p>57% de tous les gains en capital ont été empochés par le 1,5% des contribuables qui gagnent plus de</p>	

Coalition main rouge
 Canevas d'animation 2017 « Viser la justice sociale : récupérer notre trésor collectif »



			<p>150 000 \$par année. 360 MILLIONS\$ + 739 MILLIONS\$ C'est ce qu'ont coûté au fisc, en 2012, le fractionnement des dividendes entre tous les membres majeurs d'une famille et le crédit d'impôt sur les gains en capital des particuliers. Pour la moyenne des contribuables, le revenu de travail = 62% du revenu. Pour les contribuables gagnant 250 000 \$ et plus, le revenu de travail = 35% du revenu.</p> <p>b) La proposition alternative de la Coalition Imposer tous les revenus de façon équitable (travail, dividendes, gains en capital, revenus des entreprises)</p> <p>c) Ce que ça changerait (les montants dégagés, en termes de revenus ou économies) 2,1 milliards de revenu de plus.</p>	
		<p>La fiche sur Taxes vs impôts</p>	<p>Présentation :</p> <p>Identifier, sur la fiche, les éléments suivants :</p> <p>a) Les faits et leurs effets (ce que la Coalition dénonce)</p> <p>La progressivité de l'impôt est le meilleur moyen de redistribuer la richesse parce qu'elle tient compte de la capacité de payer de chacunE. Au contraire, les taxes et les tarifs sont régressifs, car ils sont uniformes pour toutes et tous, peu importe le niveau de revenu.</p> <p>Comme la grande majorité des ménages québécois dépense déjà plus que son revenu disponible, toute hausse de taxes qui ne serait pas compensée par une hausse égale de revenu viendrait augmenter l'endettement des ménages.</p> <p>Depuis 15 ans, les gouvernements successifs ont déjà baissé les impôts des plus riches et des entreprises. Conséquence : les revenus imposables les plus élevés sont de moins en moins imposés, ce qui prive l'État québécois de milliards de dollars. Ces choix ont mené à des coupes dans les services à la population et à une augmentation des inégalités. En plus, cela n'a pas eu les effets prétendus sur la croissance économique.</p>	

Coalition main rouge
Canevas d'animation 2017 « Viser la justice sociale : récupérer notre trésor collectif »



			<p>On parle de l'impôt comme si on ne faisait que payer, et que nous ne recevions rien en retour. Pourtant, nous bénéficions tous et toutes des services publics (éducation, santé, CPE, routes...) et nous sommes touchés lorsque leur qualité et leur accessibilité diminuent. Ce n'est pas avec les baisses d'impôt proposées que les plus démunis et la classe moyenne pourront se payer individuellement les services dont ils ont besoin. C'est collectivement que nous y parvenons!</p> <p>b) La proposition alternative de la Coalition</p> <p>Parmi ses 10 milliards \$ de solutions fiscales, la Coalition Main Rouge propose d'augmenter le nombre de paliers d'imposition de 4 à 11.</p> <p>c) Ce que ça changerait (les montants dégagés, en termes de revenus ou économies)</p> <p>Cette mesure permettrait de récolter plus de 1 milliard \$ supplémentaires pour les fonds publics, tout en accordant une baisse d'impôt pour près de 90% des contribuables, qui paient actuellement de l'impôt</p>	
		<p>La fiche sur les Fondations privées</p>	<p>Présentation :</p> <p>Identifier, sur la fiche, les éléments suivants :</p> <p>a) Les faits et leurs effets (ce que la Coalition dénonce)</p> <p>Dans le contexte néolibéral du désengagement de l'État de ses missions sociales, les gouvernements encouragent le développement des fondations privées telles que la Fondation Lucie et André Chagnon, la Fondation Marcelle et Jean Coutu, la Fondation Molson, etc.</p> <p>Les fondations privées sont contrôlées par un seul donateur ou une seule famille à travers un conseil d'administration dont la moitié ou plus des membres ont un lien de dépendance entre eux. C'est pourquoi leur régime fiscal doit nous préoccuper plus particulièrement</p> <p>Le donateur qui place sa fortune dans une fondation privée a droit à un crédit d'impôt qui correspond à environ à 50 % du montant l'année de la création de celle-ci. Ensuite, la fondation est non imposable durant toute sa vie et elle ne consacre en moyenne que 3,5 % (le contingent de versement imposé) ou 4 % de son capital à des fins sociales, excluant les dépenses d'activités de bienfaisance et d'administration.</p>	

Coalition main rouge
 Canevas d'animation 2017 « Viser la justice sociale : récupérer notre trésor collectif »



			<p>b) La proposition alternative de la Coalition</p> <p>En plus de taxer le capital des fondations privées, il serait souhaitable d'augmenter le contingent de versement imposé (à 6 % ou 8 %, par exemple) afin qu'elles redonnent davantage à la société. Il faudrait aussi réduire le pourcentage du crédit d'impôt initial auquel elles ont droit. Ces deux mesures peuvent être revendiquées par le gouvernement québécois auprès du gouvernement fédéral qui détermine ces règles. Améliorer la vérification étatique des comptes des fondations privées est aussi important pour s'assurer qu'elles respectent les règles et ne font pas des dépenses abusives (salaires, administration, etc.).</p> <p>c) Ce que ça changerait (les montants dégagés, en termes de revenus ou économies)</p> <p>Nous estimons que le gouvernement du Québec peut et doit taxer le capital des fondations privées actives au Québec par souci d'équité envers les contribuables québécois qui contribuent à l'existence même de ces fondations. Considérant qu'on dénombrait 871 fondations privées ou familiales actives au Québec en 2015, qu'il s'en créera d'autres et que l'actif total des 28 principales fondations privées s'élevait à 4 671 millions en 2013, une taxe de 2,5 % sur leur capital rapporterait au minimum 115 millions \$ à l'État québécois.</p>	
7.		<ul style="list-style-type: none"> • Actions dérangeantes • Désobéissance civile • Réfléchir au concept de légalité vs légitimité 	<p><u>Présentation/animation :</u></p> <p>Il pourrait être intéressant de terminer l'atelier en soulignant que la campagne actuelle de la Coalition se veut offensive plutôt que défensive et qu'il est donc important de varier les actions mises de l'avant dans une perspective de diversité des tactiques et de gradation des moyens de pression.</p> <p><i>Il est possible, pour alimenter la réflexion autour de telles action, de s'inspirer du nouveau guide du MÉPACQ « Dérangez et désobéissez pour l'avancement de nos droits », disponible à l'adresse suivante:</i></p> <p>http://www.mepacq.qc.ca/deranger-et-desobeir-pour-lavancement-de-nos-droits/</p>	